

Questions orales

Mlle MacDonald: Pourquoi le ministre des Finances a-t-il exercé des pressions sur le cabinet pour que le livre vert sur la réforme des pensions ne soit présenté qu'à l'automne—voire même plus tard—alors que cette réforme serait très utile pour un grand nombre de femmes?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans ses deux questions, le député a complètement déformé les faits.

Mlle MacDonald: Alors déposez le document.

M. MacEachen: La bonne foi du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social n'est pas mise en cause. Sa réputation est excellente et elle le sera encore plus lorsque le document sur la réforme des pensions sera déposé.

Mlle MacDonald: Quand?

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU VICE-PREMIER MINISTRE
D'Australie

Mme le Président: Je voudrais signaler à la Chambre la présence dans notre tribune du très honorable J. Doug Anthony, vice-premier ministre et ministre du Commerce et des Ressources de l'Australie.

Des voix: Bravo!

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE
NORVÉGIENNE

Mme le Président: J'ai également l'honneur de signaler à la Chambre la présence dans notre tribune d'une délégation de parlementaires norvégiens, membres du comité de la consommation et des affaires administratives de la Norvège, dont le président de ce comité est M^{me} Marit Lovvig.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION CAUSÉE PAR LES PLUIES ACIDES

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre, s'il veut bien me donner son attention. La semaine dernière, un ancien président de la Commission mixte internationale a déclaré que c'est à cause du premier ministre que les négociations entre le Canada et les États-Unis n'avaient pas abouti à une entente bilatérale ferme en vue de résoudre le problème critique des pluies acides. Voici ce que M. Robert J. Sugarman a déclaré à Calgary:

Le plus haut représentant de votre gouvernement n'a jamais fait de déclaration aux États-Unis pour montrer aux Américains à quel point les Canadiens considéraient le problème comme sérieux.

Étant donné que le ministre canadien de l'Environnement a déclaré cette semaine que le Canada devrait peut-être laisser tomber ses négociations avec les États-Unis en vue de conclure

une entente bilatérale sur les pluies acides, le premier ministre se décidera-t-il enfin à jouer un rôle clé dans les démarches faites par le Canada pour faire comprendre aux Américains l'urgence du problème et la nécessité de prendre des mesures énergiques pour en venir à bout?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député fait allusion à une déclaration dont je n'ai pas entendu parler. Je prendrai volontiers note de la question au nom du ministre de l'Environnement, qui est certainement au courant de cette déclaration. Puisque le député veut que le Canada joue un rôle clé à cet égard, je puis lui garantir que tout le monde, sauf peut-être lui, sait que le ministre canadien de l'Environnement a adopté une position très énergique à cet égard et que j'ai moi-même abordé la question au moins deux fois avec le président des États-Unis.

M. McMillan: Ce ne sont pas les pouvoirs du ministre de l'Environnement qui sont mis en doute, mais plutôt ceux du premier ministre.

LE SOMMET ÉCONOMIQUE ET LES RÉUNIONS DE L'OTAN

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, sans doute le premier ministre a-t-il eu amplement l'occasion de discuter officieusement des problèmes canado-américains urgents avec le président Reagan à l'occasion du sommet de Versailles et du sommet de l'OTAN à Bonn il y a quelques jours. A-t-il profité de l'une ou l'autre de ces occasions pour plaider la cause du Canada auprès des Américains et, en particulier, auprès du président Reagan au sujet des pluies acides? Si oui, quelle a été la réaction? Sinon, pourquoi ne l'a-t-il pas fait?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, si le député trouve mes pouvoirs suspects parce que je n'ai pas soulevé toutes les questions bilatérales non résolues entre le Canada et les États-Unis lors de réunions internationales auxquelles aucune de ces questions n'a été abordée, libre à lui de le faire, mais je ne partage pas son opinion.

* * *

LA MAGISTRATURE

L'OPINION D'UN JUGE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE SUR LA
CRISE D'OCTOBRE 1970

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et concerne un article paru dans le numéro de juin-juillet de cette année de *Canadian Forum* où M. Thomas Berger, juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, écrit, à propos de la crise d'octobre de 1970:

... je crois que les moyens dont dispose habituellement la police pour mener ses enquêtes et procéder à des arrestations suffisaient pour s'occuper du FLQ, des ravisseurs de M. Cross et des assassins de M. Laporte... En promulguant la loi sur les mesures de guerre, le gouvernement fédéral a fait d'un enlèvement une insurrection.